

**Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Les avis de la Chambre des salariés, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre de commerce, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture ayant été demandés ;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

**Arrêtons :**

**Article I**

A l'article 35 du règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers, le délai de 21 jours prévu respectivement aux points a) et b) du paragraphe 3. est remplacé par 56 jours.

**Article II**

Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures est chargé de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre du Développement durable  
et des Infrastructures

Claude WISELER

## Exposé des motifs

**Concerne :** projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers.

### Considérations générales

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de modifier le règlement grand-ducal élargi dans le sens d'un allègement des procédures relatives au contrôle technique des véhicules routiers de sorte à conférer une plus grande flexibilité, tant aux propriétaires/détenteurs de véhicules qu'à l'organisme en charge du contrôle technique.

Par ailleurs, le projet sous examen s'inscrit dans le cadre des mesures qu'il est prévu de prendre à brève échéance sur ce plan notamment, pour rendre le contrôle technique plus performant à l'avenir, tout en tenant compte des exigences découlant des initiatives en cours en matière de contrôle technique sur le plan communautaire (paquet « contrôle technique »).

### Commentaire des articles

#### **Ad article I**

Le présent article a pour objet de modifier le paragraphe 3. de l'article 35 du règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers avec comme objectif d'alléger une des procédures en matière de contrôle technique des véhicules routiers.

Ainsi est-il prévu de porter le délai pendant lequel un véhicule routier peut être présenté au contrôle technique avant l'échéance du certificat de contrôle technique dont il est couvert de 21 jours actuellement à 56 jours.

En effet, l'extension préconisée de ce délai de 21 à 56 jours donne une plus grande flexibilité aux propriétaires/détenteurs pour présenter leurs véhicules au contrôle technique, d'une part, et devrait permettre à l'organisme en charge du contrôle technique de mieux gérer les opérations de contrôle alors que la mesure proposée devrait contribuer à éviter des pics difficiles à gérer.

#### **Ad article II**

Formule exécutoire (p.m.).

### Justification de l'urgence

La procédure par la voie d'urgence se voit justifiée dans le chef du projet sous examen, alors qu'il s'agit de remédier sans retard à la situation peu enviable qui se présente depuis le début du mois de septembre 2012 en matière de contrôle technique des véhicules routiers.

Cette situation se caractérise notamment, par des retards inacceptables pour passer un véhicule au contrôle technique, voire l'impossibilité de ce faire, du fait que l'organisme en charge du contrôle technique n'arrive pas à s'acquitter des missions lui confiées, en présence d'une pointe dans le nombre des véhicules présentés au contrôle.

## **Fiche financière**

jointe au

**projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers.**

Le présent avant-projet de règlement grand-ducal se propose d'alléger la procédure relative au contrôle technique des véhicules routiers.

Il convient de noter que l'avant-projet de règlement grand-ducal n'aura aucun impact financier sur le budget de l'Etat.

## Fiche d'évaluation d'impact

### Mesures législatives, réglementaires et autres

**Intitulé du projet:**

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers

**Ministère initiateur:**

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

**Auteur(s) :**

Josiane Pauly, Conseiller de direction

Tél : 24784948

Courriel : josiane.pauly@tr.etat.lu

**Objectif(s) du projet :**

Allègement des procédures relatives au contrôle technique des véhicules routiers

**Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s) impliqué(e)(s) :** /**Date :**

5 octobre 2012

#### Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui X Non

Si oui, laquelle/lesquelles :

Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT)

Remarques/Observations : avis favorables

2. Destinataires du projet :

- Entreprises/Professions libérales :

Oui X Non

- Citoyens :

Oui X Non

- Administrations :

Oui X Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ?

Oui  Non  N.a.<sup>1</sup> X

(c.à d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques/Observations :

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ?  
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?

Oui X Non

Oui X Non

Remarques/Observations :

---

<sup>1</sup> N.a. : non applicable.

5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui  Non  N.a. X

Remarques/Observations :

6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui  Non X

Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ?  
(nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)

7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui  Non  N.a. X

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ? Oui  Non  N.a. X

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui  Non  N.a. X
  - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui  Non  N.a. X
  - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui  Non  N.a. X

9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui  Non  N.a. X

Si oui, laquelle :

10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Sinon, pourquoi ? Oui  Non  N.a. X

<sup>2</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

<sup>3</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

<sup>4</sup> Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ([www.cnpd.lu](http://www.cnpd.lu))

11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a. simplification administrative, et/ou à une Oui  Non X
- b. amélioration de la qualité règlementaire ? Oui  Non X

Remarques/Observations :

12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui  Non  N.a. X

13. Y-a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui  Non X

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui  Non  N.a. X

Si oui, lequel ?

Remarques/Observations :

### **Egalité des chances**

15. Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
- Si oui, expliquez de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui X Non
- Si oui, expliquez pourquoi : *le règlement grand-ducal en projet vise toutes les personnes concernées par la matière, sans distinction de sexe*

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
- Si oui, expliquez de quelle manière :

16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui  Non X N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière :

### **Directive « services »**

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation <sup>5</sup>? Oui  Non  N.a. X

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du

<sup>5</sup> Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_marchintrieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_marchintrieur/Services/index.html)

18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers <sup>6</sup>? Oui  Non  N.a. X

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

---

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)